

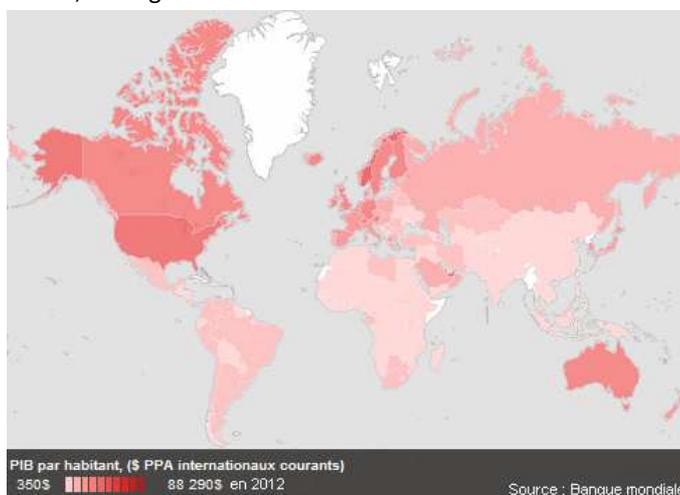
Les inégalités de conditions de vie dans le monde

89 % de la population mondiale a accès à l'eau potable. L'espérance de vie a progressé de 21 ans depuis les années 1950. 89 % des enfants sont scolarisés au primaire. Les conditions de vie se sont améliorées dans le monde. Les pays les plus pauvres restent néanmoins très en retard.

Les inégalités entre les populations des pays pauvres et des pays riches ne se résument pas aux écarts de revenus. Elles se traduisent concrètement par des conditions de vie très différentes, en particulier en ce qui concerne les biens fondamentaux tels que l'accès à l'eau potable, à l'alimentation, à la santé, à l'éducation, au logement ou aux nouvelles technologies. L'Indice de développement humain (IDH)¹, est partout en constante progression. Cet indice était de 0,694 en 2012, contre 0,561 en 1980.

Comme le montrent nos données, dans l'ensemble, l'amélioration des conditions de vie est indéniable, l'évolution de la situation mondiale est partout positive. La situation des plus pauvres s'améliore même dans les pays du Sud, et notamment en Afrique, pourtant souvent citée en exemple pour ses retards en matière de développement. En Afrique subsaharienne, la part des habitants sans eau potable est passée de 51 % en 1990 à 37 % en 2011.

Les habitants de la grande majorité des pays en développement ont vu leurs conditions de vie s'améliorer, et pas seulement dans les pays émergents, malgré une augmentation massive de la population mondiale, en particulier dans les pays les plus pauvres.



L'accès à l'eau ne progresse pas qu'en Afrique. Les populations pauvres ont un meilleur accès à l'eau potable : en 2011, 89 % de la population mondiale, soit six milliards de personnes, avaient accès à l'eau potable, contre 76 % en 1990 (quatre milliards de personnes). Le nombre de personnes sous-alimentées diminue également : 842 millions d'individus étaient concernés en 2013², contre un milliard en 1992. La part de personnes qui souffrent de la faim est passée de 19 % au début des années 1990 à 12 % en 2013. L'espérance de vie à la naissance s'élève. Elle est de 68,7 ans (hommes et femmes confondus) en 2010, contre 46,9 ans au début des années 1950. Les pays les moins développés suivent également ce mouvement. Entre 1999 et 2010, la proportion d'enfants scolarisés est passée de 82 à 89 % au primaire, et de 52 à 63 % au secondaire.

Cette vision idyllique de l'évolution de la planète doit être fortement nuancée. Malgré ces améliorations bien réelles, des inégalités massives demeurent. Dans de nombreux pays, les guerres, la désorganisation des structures économiques ou l'accaparement des richesses par une élite dirigeante, empêchent le plus grand nombre d'accéder au minimum vital, alors que les plus aisés s'enrichissent et consomment toujours plus. Lybie, Syrie, Centrafrique... La liste est longue des pays ravagés par les conflits, où les populations vivent dans des conditions dramatiques. Le PIB par habitant³ est de 769 dollars en parité

¹ L'IDH est un indicateur global sur les conditions de vie. Plus il est proche de 1, plus le développement humain est élevé. Voir encadré p 7.

² Estimation de la Food and Agriculture Organization (FAO) pour 2013.

³ Le PIB par habitant mesure la création de richesses au sein d'un pays, divisée par sa population.



de pouvoir d'achat⁴ en Sierra Leone, de 979 dollars en Ethiopie, alors qu'il atteint 29 819 dollars en France ou 46 982 dollars en Norvège.

L'échelle continentale masque également d'énormes inégalités entre les pays, les zones rurales et les villes. Il faudrait observer comment les inégalités évoluent au sein de chaque pays, dans les pays pauvres comme dans les pays les plus riches : une amélioration moyenne peut masquer une détérioration pour certaines catégories de populations marginalisées.

Dans les pays aux économies émergentes (Chine, Brésil par exemple), une partie de la population sort progressivement de la pauvreté pour accéder à la classe moyenne. Mais à quel prix ? Leurs conditions de travail, leurs revenus, leur protection sociale n'ont rien à voir avec la situation des employés des pays développés. Les paysans qui vivaient de leurs terres sont contraints, en raison de l'élévation du coût de la vie et parfois parce qu'on leur confisque les biens dont ils tiraient leurs revenus, de rallier les grandes villes pour trouver meilleure fortune. Ils se retrouvent alors à survivre grâce à de petits boulots très précaires et à habiter dans des taudis.

Dans de nombreux pays, les conditions de vie restent indignes, équivalentes à ce que les pays riches ont pu connaître il y a plus d'un siècle. D'autre part, la situation des femmes est encore très difficile dans de nombreuses régions du monde où elles sont totalement privées de libertés et de droits fondamentaux.

Les progrès en matière d'accès à l'eau potable, à l'école, aux nouvelles technologies notamment, cachent aussi des améliorations en trompe-l'œil. Si le nombre d'enfants non scolarisés en primaire dans le monde en développement s'est fortement réduit, passant de 104 millions en 1999 à 58 millions en 2010, c'est aussi au détriment de la qualité des conditions d'éducation et d'enseignement. Pour faire face à une très forte pression démographique, l'amélioration de l'accès à l'école s'est traduite par une très forte progression du nombre d'élèves par classe (60, voire 100). L'essor des activités productrices, de l'industrie, du bâtiment, des transports, engendre aussi dans ces pays des conséquences environnementales qui peuvent être désastreuses. Dans les pays en développement, un peu plus de 862 millions de personnes vivaient dans des bidonvilles en 2012.

Les habitants des pays émergents⁵ et en développement⁶ ne sont pas enfermés dans la misère. Il n'y a pas de fatalité. La tentation est grande de fermer la porte d'accès aux bienfaits matériels aux populations du Sud, au nom de la préservation de notre « modèle social », ou par souci de l'environnement

⁴ La mesure en parité de pouvoir d'achat permet de corriger le taux de change du coût de la vie dans les pays.

⁵ Pays en développement qui se distinguent des autres pays de cette catégorie par des résultats macroéconomiques (production industrielle, emploi) supérieurs et un taux de croissance élevé.

⁶ Pays caractérisés par l'engagement d'un processus d'élévation du niveau de vie de ses habitants d'un point de vue économique et social.

et des générations futures. Le protectionnisme de plus en plus mis en avant est aussi une façon de fermer la porte de la richesse aux pays du Sud.

Pour se donner bonne conscience, de nombreux discours idéalisent ainsi les modes de vie et la culture des pays « différents » et mettent en avant les déboires consuméristes des plus riches. Ce relativisme peut être légitime s'il permet de faire comprendre que les inégalités ne décrivent pas l'ensemble de la vie sociale, s'il prône le respect des cultures dominées, ou encore s'il permet d'alerter sur les conséquences, pour l'ensemble de la planète, des modes de vie destructeurs des habitants des pays riches. Mais il ne doit pas servir d'alibi à l'abandon de la recherche de l'égalité entre l'ensemble des individus de la planète⁷.

« **Les inégalités de conditions de vie dans le monde** », Note de l'Observatoire, n°2, février 2014.

Les Notes de l'Observatoire

Ces publications regroupent des éléments publiés sur www.inegalites.fr. Elles visent à fournir aux citoyens des informations qui leur permettent une approche globale d'un sujet donné.

Toute reproduction est interdite sans l'accord des auteurs.

Les populations pauvres ont un meilleur accès à l'eau potable

En 2011, 88,9 % de la population mondiale, soit 6,1 milliards de personnes, avaient accès à l'eau potable, contre 76,4 % en 1990 (4 milliards de personnes).

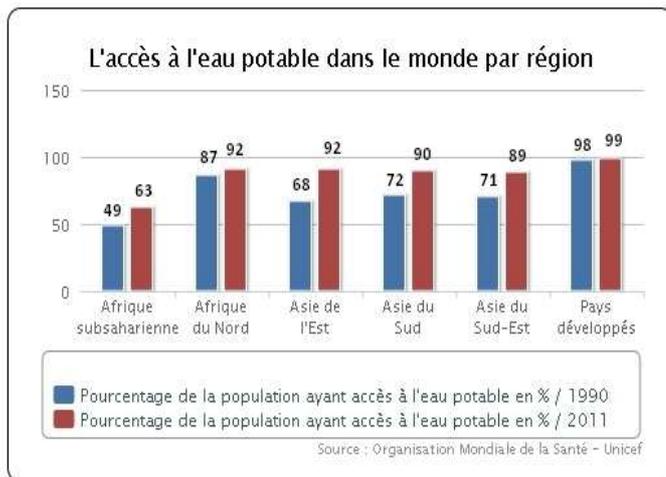
Certains des pays les plus pauvres connaissent une nette amélioration de l'accès à l'eau potable, mais dans certaines régions, la situation reste alarmante. En Asie de l'Est, le pourcentage de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable est passé de 32 % en 1990 à 8 % en 2011, soit une diminution de 273 millions de personnes touchées par ce fléau sur la période. L'Afrique subsaharienne a également connu une amélioration : le pourcentage des habitants sans eau potable était de 37 % en 2011 contre 51 % en 1990. Cette région du monde reste pourtant la plus touchée, notamment en raison de la forte augmentation de sa population (877 millions en 2011 contre 516 millions en 1990) : 327 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau en 2011 dans cette région, contre 264 millions en 1990.

⁷ « Faut-il s'inquiéter des inégalités et de la pauvreté dans les pays riches ? » 16 février 2012, à lire sur le site de l'Observatoire des inégalités.



Les progrès sont spectaculaires dans certains pays d'Asie. Par exemple, la proportion de la population du Vietnam à avoir accès à l'eau potable est passée de 58 à 96 % en près de vingt ans. Des améliorations notables ont également eu lieu en Inde et en Chine, illustrant leur développement fulgurant. En Inde, le taux s'est accru de 72 à 92 % entre 1990 et 2011, soit 523 millions de personnes supplémentaires qui ont pu accéder à ce bien fondamental. En Chine, ce sont 471 millions d'individus supplémentaires qui ont accédé à l'eau potable sur cette période. En revanche, les pays d'Afrique subsaharienne progressent d'une manière plus modeste. Le Sénégal a connu une faible amélioration de sa situation, avec une proportion estimée à 73 % de personnes ayant accès l'eau potable en 2011 contre 60 % en 1990. Au Mali, 65 % de la population peut accéder à l'eau potable en 2011, contre 28 % en 1990. Une forte augmentation en pourcentage mais cette amélioration touche à peine la moitié de sa population totale.

Malgré de réels progrès, 768 millions d'individus, contre 1,2 milliard en 1990, n'ont pas encore accès à ce bien vital en 2011, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Unicef.



Le nombre de personnes sous-alimentées diminue

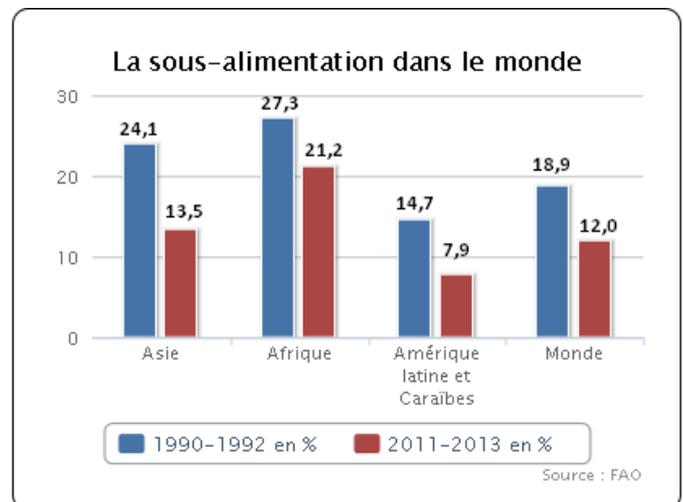
L'amélioration de la situation est nette dans le monde : la part d'individus sous-alimentés⁸ est passée de 18,9 % au début des années 1990 à 12 % en 2013, selon les dernières estimations de la Food and Agriculture Organization (FAO), organisation des Nations Unies en charge des questions d'alimentation.

Là aussi, la situation diffère selon les régions observées. Dans les pays développés, la sous-alimentation a quasiment

⁸ On parle de sous-alimentation lorsque l'apport calorique est inférieur aux besoins énergétiques alimentaires minimaux. Ces besoins correspondent à l'énergie nécessaire pour avoir une activité physique légère et maintenir un poids minimal acceptable. Ils varient d'un pays et d'une année à l'autre et sont fonction du sexe et de l'âge de la population.

disparu, même si on estime que 16 millions de personnes en sont victimes (moins de 5 % de la population). Dans l'ensemble des pays en développement, le taux atteint 14,3 % en 2013. C'est en Asie que les progrès ont été les plus significatifs entre 1990 et 2013 : 199 millions de personnes en moins souffrent de sous-alimentation (soit - 10 %), notamment en Asie de l'Est (moins 112 millions). Le taux le plus élevé de personnes sous-alimentées est observé en Afrique (21,2 %). L'Afrique subsaharienne est particulièrement concernée avec un taux de 24,8 %, qui a toutefois baissé de 8 points entre 1992 et 2013. Pourtant, le nombre de personnes souffrant de ce fléau a augmenté de 50 millions dans cette région du monde, une hausse due à la forte progression d'habitants.

De nombreuses raisons expliquent la situation des pays les plus concernés par la sous-alimentation. Les catastrophes naturelles, les guerres, les pandémies font basculer des pays déjà fragiles et désorganisent la production vivrière (qui fournit des produits alimentaires destinés principalement à la population locale). Les structures du développement lui-même sont en cause : dans les mêmes pays se côtoient des paysans pauvres et des cultures modernes d'exportation. Enfin, la corruption et l'accaparement des ressources par une minorité favorisée empêchent une répartition équitable. Ainsi, 842 millions de personnes demeurent encore sous-alimentées dans le monde en 2013 malgré de réels progrès, contre un milliard en 1992.



L'espérance de vie, miroir des conditions de vie

L'espérance de vie à la naissance dans le monde s'est accrue de manière considérable en un peu plus d'un demi-siècle de plus de vingt années. Les populations des régions en développement ont vu également leur espérance de vie augmenter très nettement, de 41,6 ans dans les années 1950 à 67 ans aujourd'hui.



L'espérance de vie à la naissance s'élève dans le monde. Tandis que les femmes et les hommes nés au début des années 1950 pouvaient espérer vivre en moyenne 46,9 ans, celles et ceux nés entre 2005 et 2010 peuvent atteindre en moyenne l'âge de 68,7 ans. L'écart entre l'espérance de vie des populations des régions développées et celle des régions les plus pauvres a considérablement diminué : de 23 années en 1950 à à peine 10 ans en 2010.

En Afrique subsaharienne, l'espérance de vie a ainsi augmenté de 12 ans entre le début des années 1950 et le début des années 1980, et n'a gagné que 4,7 ans depuis. L'espérance de vie des pays les plus pauvres aujourd'hui équivaut à celle des pays riches avant les années 1960. Et en Afrique subsaharienne, son niveau se situe à ce que l'on connaissait en France avant la Première guerre mondiale.

Les espérances de vie les plus faibles se trouvent en Afrique subsaharienne (52,9 ans) et en Afrique australe (51,9 ans). A l'opposé, les populations d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord ont les espérances de vie les plus longues (respectivement 80,2 et 78,4 ans). Il y a donc près de 30 années d'écart entre ces deux extrêmes. En Afrique subsaharienne, l'espérance de vie a toutefois nettement progressé : au début des années 1950, elle était de 36,2 ans et en 2010, de 52,9 ans, soit une augmentation de 16,7 années. Ce progrès s'est toutefois considérablement ralenti à partir des années 1980 : estimée alors à 48,3 ans, l'espérance de vie n'a gagné que 4,7 ans depuis. L'apparition du Sida explique notamment ce ralentissement.

Mais la situation est encore bien pire en Afrique australe. Au début des années 1950, sa population présentait une espérance de vie de 44,7 ans, à peu près équivalente à la moyenne mondiale de l'époque (46,9 ans). En un demi-siècle, l'espérance de vie a progressé de seulement 7,2 ans et accuse un écart de 16,8 ans avec la moyenne mondiale actuelle. Depuis le début des années 1990, l'espérance de vie y a même diminué de 10 ans. Dans certains pays, l'importance du virus du Sida avait été relativisée par le pouvoir politique, notamment en Afrique du Sud ou au Botswana, et aucun effort de pédagogie n'avait été développé. Les chiffres de l'espérance de vie laissent pourtant entrevoir les conséquences dramatiques de cette maladie. 26,5 % des 15-49 ans sont atteints par cette maladie en 2012 au Swaziland, 23 % au Lesotho ou au Botswana.

Dans certains pays riches, on peut vivre deux fois plus longtemps que dans les pays où l'espérance de vie à la naissance (hommes et femmes confondus) est la plus faible : 82,7 ans au Japon contre 44 ans en Sierra Leone (source : Nations Unies, données 2005-2010). La moyenne mondiale est de 68,7 années.

En Afrique, continent frappé par les guerres et les épidémies, l'espérance de vie est particulièrement faible : au mieux de

62,2 ans au Sénégal, elle est de 48,7 ans en Côte d'Ivoire. L'espérance de vie à la naissance au Niger a connu une forte augmentation depuis les années 1950 (+ 20,6 années) mais elle est seulement de 55,6 années en 2010. La tuberculose est encore une maladie répandue dans ces pays : 674 personnes sur 100 000 en sont atteintes en Sierra Leone en 2012. 562 au Zimbabwe ou encore 428 au Gabon.



Des pays comme la Chine et l'Égypte se placent aujourd'hui au-dessus de la moyenne mondiale, après avoir connu une forte augmentation de leur espérance de vie, respectivement + 29,8 et + 28,8 années. La France se situe parmi les pays qui disposent de la longévité la plus élevée avec 80,9 ans.

La mortalité infantile

Une des causes de l'inégalité d'espérance de vie entre les pays réside dans le taux de mortalité infantile. Malgré des progrès dans toutes les régions du monde, la probabilité de décès d'un enfant de moins de cinq ans - qui est en moyenne de 59 pour 1 000 naissances vivantes en 2010 dans le monde - atteint 65 dans les régions les plus pauvres. En Afrique subsaharienne, le nombre de décès pour 1 000 naissances s'élève à 126 en 2010 contre 307 en 1950.

La scolarisation dans le monde

La scolarisation des enfants progresse partout dans le monde mais il reste des millions d'enfants pour qui l'insertion économique et sociale risque d'être difficile dans des sociétés où l'emploi requiert de plus en plus de compétences.

46 millions d'enfants supplémentaires ont pu rejoindre les bancs de l'école entre 1999 et 2010. 61 millions étaient encore non scolarisés en 2010, contre 107 millions en 1999. Près de 31 millions des enfants non scolarisés vivent en

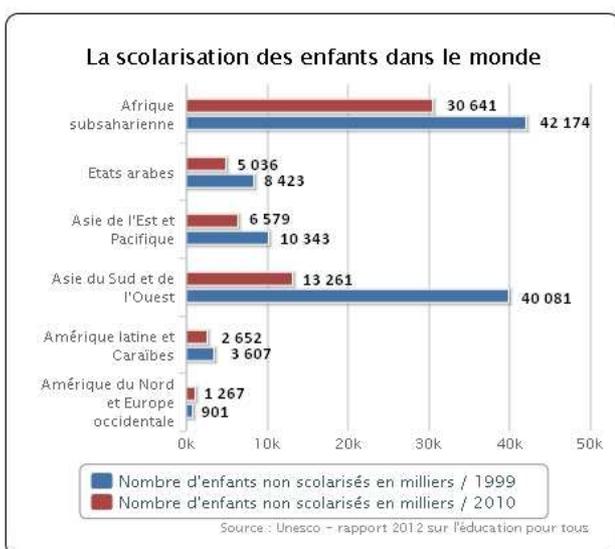
Afrique subsaharienne et 20 millions en Asie, contre 1,3 million dans les pays riches.

Le taux net de scolarisation⁹ en primaire dans le monde est passé de 82 à 89 % entre 1999 et 2010. C'est en Afrique subsaharienne que le taux d'enfants scolarisés en primaire reste le plus faible avec 76 %, même s'il y a eu une nette amélioration depuis 1999 où ce taux était de 58 %. Les Etats arabes sont également mal classés, avec un taux de 86 %, juste derrière l'Asie du Sud et de l'Ouest (88 %). On atteint presque les 100 % dans les pays développés.

Dans le secondaire, le taux net de scolarisation est de 63 % en 2010 au niveau mondial contre 52 % en 1999. Là aussi, l'amélioration est nette. Mais alors que ce taux atteint 92 % dans les pays riches, il n'est que de 29 % en Afrique subsaharienne, de 51 % en Asie du Sud et de l'Ouest.

Comprendre ces chiffres

Ces données sont tirées du rapport mondial 2012 sur l'éducation pour tous de l'Unesco. Elles doivent être considérées comme des tendances générales, mais leur fiabilité est faible pour certains pays. Une partie des bonnes performances dans l'évolution scolaire peut résulter de décisions « politiques » difficilement décelables par l'Unesco. De plus, les taux de scolarisation actuels sont souvent surestimés. Les systèmes éducatifs sont eux aussi soumis à une très forte pression démographique : pour partie l'amélioration de l'accès à l'école s'est traduite par une très forte progression du nombre d'élèves par classe, dégradant considérablement les conditions d'éducation et la qualité de l'enseignement.



⁹ Le taux net de scolarisation, exprimé en pourcentage, correspond au rapport entre le nombre d'élèves inscrits dans un niveau d'enseignement donné et appartenant au groupe d'âge correspondant officiellement à ce niveau, et la population de ce groupe d'âge. Un tel calcul ne tient pas compte des redoublements.

Les conditions d'habitat dans les pays pauvres

Un tiers de la population des pays pauvres vit dans des bidonvilles, soit plus de 860 millions de personnes dont les conditions d'habitat sont très précaires.

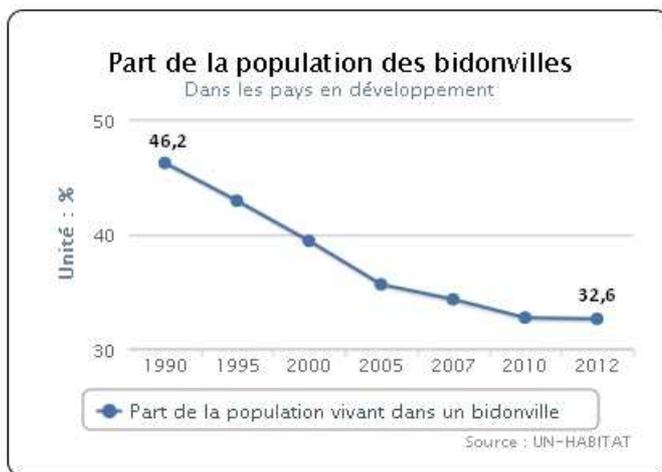
Dans les pays en développement, un peu plus de 862 millions de personnes vivent dans des bidonvilles en 2012. Depuis vingt ans, la part des habitants vivant dans des taudis dans le monde diminue de façon constante. En 1990, au sein des seuls pays en développement, on estimait à 46,2 % la proportion d'habitants vivant dans un bidonville, contre un tiers en 2012. Mais la population des bidonvilles est passée de 650 à 862 millions de personnes sur la même période, soit 200 millions de personnes supplémentaires. Une hausse cependant moins rapide que la progression de la population totale des pays en développement.

Qu'est-ce qu'un bidonville ?

Les données sur les populations vivant dans des bidonvilles sont par définition très approximatives, pour plusieurs raisons. D'une part, les recensements y sont très rares et opérés dans des conditions difficiles. D'autre part, un bidonville est défini par les Nations Unies comme « une zone urbaine très densément peuplée, caractérisée par un habitat inférieur aux normes et misérable », mais il n'existe pas de coupure nette entre les formes d'habitat dignes et indignes, plutôt des logements considérés comme plus ou moins insalubres.

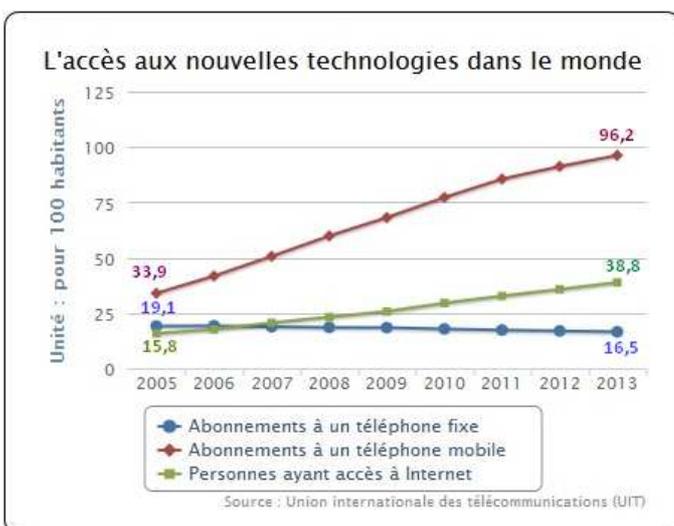
Ces données cachent des disparités importantes selon les aires géographiques considérées. Que ce soit en valeur absolue ou en proportion de personnes vivant en bidonville au sein de la population urbaine, le phénomène touche de manière particulièrement importante l'Afrique subsaharienne : 62 % des citadins vivent ainsi dans des conditions de logement particulièrement insalubres. En Asie du Sud (l'Inde pour l'essentiel), ce sont 35 % des citadins qui vivent dans un cadre comparable. Si l'on estime à plus de 200 millions le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles dans l'Est de l'Asie, le taux chute à 28,2 % lorsqu'on le rapporte à l'ensemble de la population urbaine.

Les phénomènes de pression démographique et l'accentuation des migrations des campagnes vers les villes posent des défis considérables pour les pays en développement. Les besoins en logements et en infrastructures qui y sont liés (traitement des déchets, réseaux urbains d'énergie, alimentation en eau, etc.) sont énormes.



Les nouvelles technologies se développent dans le monde

Les inégalités en matière de nouvelles technologies se réduisent dans le monde mais elles restent toujours marquées entre pays riches et pays pauvres.



L'accès au téléphone mobile

L'accès au téléphone mobile a très nettement progressé partout dans le monde entre 2005 et 2013 selon le rapport 2013 de l'Union internationale des télécommunications (UIT)¹⁰ : le nombre d'abonnements est passé en moyenne de 33,9 à 96,2 pour 100 personnes. Cette progression s'est faite au détriment du téléphone fixe, dont les abonnements sont passés de 47,2 à 41,6 pour 100 habitants dans les pays développés, de 12,7 à 11,1 dans les pays en développement. En 2013, il y a trois fois plus d'abonnements à un téléphone mobile qu'en 2005 pour l'ensemble du monde, mais la hausse est particulièrement vive pour les pays en développement, dont le nombre est passé de 22,9 à 89,4 pour 100 habitants, soit près de quatre fois plus d'abonnements comptabilisés en 2013 par rapport à 2005. L'accès au téléphone mobile a été multiplié par cinq sur le continent africain, passant de 12,4 abonnements pour 100 personnes en 2005 à 63,5 en 2013. L'Asie et les Etats arabes ont aussi connu une évolution spectaculaire : le nombre d'abonnements y a été multiplié par 3,9.

Malgré cette forte progression en matière d'équipement, les écarts demeurent. Dans les pays riches, on compte plus d'une ligne de téléphone mobile par personne en 2013 (128,2 pour 100 habitants) contre 89,4 dans les pays en développement. L'Europe compte deux fois plus d'abonnements au téléphone mobile que l'Afrique. En outre, des écarts importants existent aussi à l'intérieur des pays en développement, entre les plus aisés et les plus modestes et entre les villes et les campagnes.

On peut discuter de l'intérêt de l'accès de tous au téléphone, et au mobile en particulier, mais cet outil de communication élargit le réseau social, permet l'accès à différents services et une circulation plus rapide de l'information.

L'accès à Internet

Le nombre de personnes qui utilisent Internet a été multiplié par 1,5 dans le monde entre 2005 et 2013. Ce sont les pays en développement qui ont connu la plus forte progression : pour 100 habitants, 7,8 avaient accès à Internet en 2005 contre 30,7 en 2013, soit quatre fois plus. La palme revient à l'Afrique où le nombre a été multiplié par 6,9 entre 2005 et 2013. Cependant, cette progression s'applique à des niveaux très faibles dans les pays pauvres. Même en augmentant moins vite, les pays riches continuent à creuser l'écart avec les plus pauvres, celui-ci étant passé de 6,6 à 2,5 points entre 2005 et 2013. 74,7 personnes pour 100 habitants utilisent Internet en Europe en 2013 contre 16,3 en Afrique ou encore 31,9 en Asie et Pacifique.

¹⁰ UIT - World Telecommunication/ICT Indicators database 2013. Les données 2012 et 2013 sont des estimations.



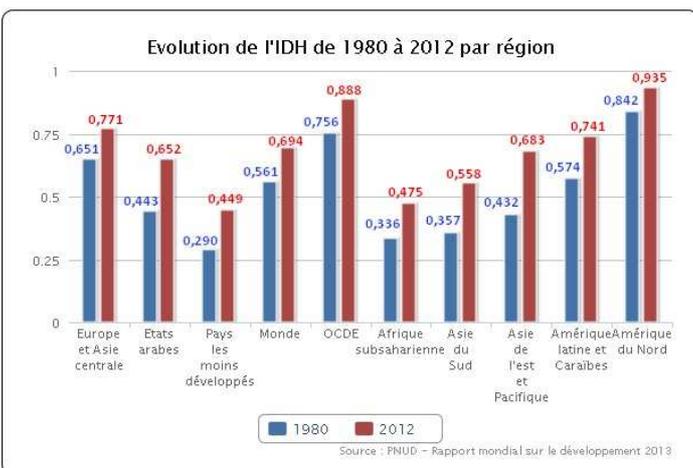
Le dynamisme des pays en développement laisse plutôt optimiste quant à la réduction de la fracture numérique mondiale, même si la tendance est lente dans certaines régions.

L'accès aux nouvelles technologies constitue pour les pays les plus pauvres un enjeu essentiel en matière de dynamisme économique et pour la circulation de l'information au sein de la société. Ceci dit, pour la majorité des habitants des pays pauvres, l'accès à Internet demeure un horizon bien lointain, tant la préoccupation première est d'accéder aux biens et services de base (alimentation, eau, transports, etc.).

L'Indice de développement humain : un indicateur global sur les conditions de vie

L'Indice de développement humain a augmenté dans le monde au cours de ces trois dernières décennies, passant de 0,561 à 0,694 entre 1980 et 2012. Depuis la création de cet indice, le développement humain est partout en constante progression.

En tenant compte des indicateurs vus ci-dessus et en y ajoutant le Produit intérieur brut (PIB) par habitant, c'est-à-dire un élément de mesure de la richesse des individus, on obtient un indicateur global : l'Indice de développement humain (IDH). Compris entre 0 et 1, l'IDH regroupe des données relatives à l'espérance de vie, aux taux de scolarisation, à l'alphabétisation, et le PIB par habitant. Plus il est proche de 1, plus le développement humain de la région est élevé.



La progression de l'IDH est spectaculaire pour l'Asie de l'Est et le Pacifique (passant de 0,432 à 0,683 de 1980 à 2012), les Etats arabes (de 0,443 à 0,652), mais aussi l'Asie du Sud (de 0,357 à 0,558) et l'Amérique latine et Caraïbes (0,574 à 0,741). Cette progression par région entre 1980 et 2012 est à l'image

de celle de l'IDH dans les trois puissances en développement que sont la Chine (0,699 en 2012 contre 0,407 en 1980), l'Inde (0,554 contre 0,345) et le Brésil (0,730 contre 0,522). L'IDH de la Turquie a également fait un bond, passant de 0,474 à 0,722 sur la même période. L'amélioration des conditions de vie est ainsi visible dans de nombreux pays en développement.

En revanche, la progression est plus faible pour les pays de l'Afrique subsaharienne (de 0,336 en 1980 à 0,475 en 2012). Il en va de même pour les pays de l'OCDE et de l'Amérique du Nord, mais ces derniers partaient déjà de très haut en 1980, respectivement 0,756 et 0,842, contre 0,888 et 0,935 aujourd'hui. Ces régions gardent donc la tête du classement, à l'exception de la Grèce qui a subi entre 2007 et 2012 une diminution de son IDH de 0,865 à 0,860. Celui de l'Afrique du Sud repart à la hausse après une baisse en 2007 : de 0,622 en 2000, il était passé à 0,609 en 2007 ; il a atteint 0,629 en 2012.

Qu'est-ce que l'Indice de développement humain ?

Cet indicateur développé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) cherche à déterminer une mesure du bien-être, de l'état d'une société à un moment donné, en allant au-delà de la seule richesse nationale monétaire (le produit intérieur brut). Il l'intègre mais prend aussi en compte la santé (à travers l'espérance de vie) et le niveau d'éducation (taux de scolarisation et d'alphabétisation). Cet indice n'est pas à prendre à la lettre car bon nombre de données sont approximatives - notamment dans les pays du Sud - et il réalise une moyenne discutable. Le « développement humain » est par définition difficile à résumer. C'est toutefois un exercice qui permet de dépasser la seule richesse monétaire, que l'on doit compléter par d'autres indicateurs.

L'Indice de satisfaction des besoins fondamentaux

28 pays dans le monde ont un niveau de progrès social très critique, selon l'Indice de satisfaction des besoins fondamentaux publié par l'organisation non gouvernementale Social Watch. L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud sont particulièrement concernées.

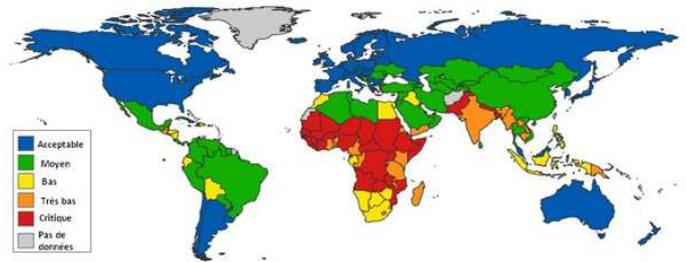
Cet indice est passé de 79 à 87 % dans le monde entre 1990 et 2011. Depuis 1990, 138 pays de ce classement¹¹ ont connu des progrès sociaux tandis que 20 ont stagné et 10 ont régressé. 28 pays dans le monde ont un niveau de progrès social critique. Ils ont comme caractéristique de présenter un indice de progrès social inférieur à 70 %, c'est-à-dire qu'ils fournissent au mieux 70 % des services sociaux essentiels pour

¹¹ Classement de 167 pays dont les données sont disponibles parmi les 193 membres des Nations Unies.



assurer un niveau de dignité minimal à la population. A l'intérieur de ce groupe dit « critique », on trouve principalement des pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud. Le Tchad est le pays où l'indice de progrès social est le plus faible (48 %) ainsi que le Niger (57 %), la Sierra Leone (58 %) ou encore Haïti (67 %), le Pakistan (68 %) et le Bangladesh (70 %).

A l'autre bout de l'échelle, 47 pays ont atteint un niveau acceptable de progrès social avec plus de 98 % des besoins fondamentaux couverts. Il s'agit principalement des pays d'Europe, d'Amérique du Nord et de ceux les plus développés d'Asie de l'Est-Pacifique. Le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, la Suisse et l'Islande occupent les cinq premières positions. Figurent également parmi les pays au niveau acceptable de cet indice l'Argentine, Cuba et quelques petites pétromonarchies du Golfe (Koweït, Qatar, Arabie Saoudite...).



Indice de satisfaction des besoins fondamentaux

Source : Social Watch - Indice des capacités de base - Données 2011



Les notes de l'Observatoire

Une publication de l'Observatoire des inégalités

www.inegalites.fr

Directeur de la publication : Noam Leandri

Rédacteur en chef : Louis Maurin

Auteurs : Louis Maurin, Nina Schmidt, Valérie Schneider.

Contact : 02 47 44 63 08 -

contacts@inegalites.fr

© Tous droits réservés - Observatoire des inégalités

4, allée du Plessis – 37000 Tours

ISSN 2272-0863